

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MARS 1921.

Projet de loi portant prélèvement d'une fraction de la valeur des marchan- disés allemandes importées en Belgique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
PAR M. HYMANS.

MESSIEURS,

Dans une déclaration faite, le 11 mars dernier, au Sénat, le Ministre des Affaires Étrangères a exposé les péripéties de la récente Conférence de Londres où le Conseil Suprême des Puissances Alliées prit contact avec les délégués de l'Allemagne en vue de fixer le règlement des indemnités stipulées par le Traité de Versailles. Il a expliqué les raisons qui ont déterminé les Alliés à arrêter sur-le-champ des sanctions effectives et à les appliquer sans retard.

Le projet de loi soumis à la Chambre donne au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour mettre à exécution, en Belgique, l'une des mesures de pression économique adoptées, en principe, par le Conseil Suprême. Il s'agit de prélever sur les marchandises provenant d'Allemagne et importées dans le pays, une fraction de leur valeur, dont le maximum ne pourra dépasser 50 p. c. Les marchandises en transit direct seront exemptes de ce prélèvement. Diverses dispositions du projet donnent au Gouvernement une certaine latitude dans l'application du régime, qui sera analogue au régime établi par la loi anglaise et dont se rapproche beaucoup celui que tend à

(1) Projet de loi, n° 189.

(2) Composition de la *Commission* : MM. Brunet, président, Bouchery, Branquart, Buisset, de Selys-Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Piérard (Louis), Raemdonck, Renkin, Royers, Segers, Standaert, Troolet, Uytroever, Verachtert, Winandy, Woeste.

instituer en France le projet dont M. Donner vient de saisir la Chambre des Députés.

La Commission des Affaires Étrangères a entendu les Ministres des Affaires Étrangères et des Finances qui lui ont donné des explications détaillées sur les pourparlers de Londres, les décisions qui en ont été la conséquence, le caractère et les effets des mesures prescrites par le projet de loi.

La Chambre a voté l'urgence. Il convient donc d'être prompt et concis. Les faits sont connus. Les documents ont été reproduits dans la presse. Les discours de M. Lloyd George à la Chambre des Communes et de M. Briand au Palais Bourbon ont été lus par tous. Il suffit ici de résumer les motifs qui ont amené la Commission à adopter le projet de loi à l'unanimité moins deux abstentions.

La Belgique a droit à la réparation des dommages que lui ont infligés la violation des traités qui la protégeaient, une brutale invasion, une guerre injuste et meurtrière, une occupation illégitime et cruelle.

Le 7 mai 1919, à Versailles, M. de Brockdorff-Rantzau, recevant communication du Traité de paix, disait : « Nous répétons la déclaration faite au commencement de la guerre au Reichstag allemand : « On a fait tort à la Belgique ; nous voulons le réparer. »

Deux ans environ se sont écoulés depuis. Et, à Londres, appelés à formuler des propositions en vue d'acquitter les obligations reconnues par l'Allemagne, les délégués du Reich se réfugient dans des combinaisons inacceptables et vont jusqu'à mettre en doute les responsabilités de l'agresseur.

Les Alliés devaient répondre à ce défi par des mesures immédiates et positives. Le Gouvernement belge ne peut se séparer d'eux. A San Remo, à Boulogne, à Spa, à Paris il a participé à leur accord ; il a aidé à maintenir cette entente étroite et solide, qui demeure l'indispensable garantie de l'ordre européen, du droit, de la paix et de la sécurité du pays.

Des raisons politiques supérieures commandent d'appliquer en Belgique les mesures concertées à Londres, que l'Angleterre vient d'établir chez elle et que la France établira demain.

Il s'agit, suivant l'expression de M. Briand, d'une « sanction coercitive » c'est-à-dire d'un moyen de contrainte, destiné à faire comprendre à l'Allemagne ses devoirs en même temps que la volonté commune des Alliés d'en imposer l'accomplissement.

L'Allemagne doit payer. Les experts alliés disent qu'elle peut payer. Il faut donc que par des manifestations effectives, on lui persuade qu'elle ne peut échapper au paiement de ce que le Ministre de la Justice appelait récemment une dette sacrée.

M. Lloyd George exprimait cette idée avec force, il y a quelques jours, aux Communes.

« Si, disait-il, l'Allemagne veut bien regarder le problème en face duquel elle est placée, et il est plus probable qu'elle le fasse si on lui montre clairement que les Alliés ne sont pas disposés à reculer, je suis convaincu, sans employer un langage fanfaron ou menaçant indigne des circonstances, que ce

serait commettre une maladresse, une erreur que de ne pas faire une déclaration claire, nette et précise. Il faut que l'Allemagne comprenne, j'ai bien dit, il faut qu'elle comprenne que les Alliés sont bien décidés à lui faire payer ce qu'elle doit dans la limite de ces facultés ».

Les mesures prévues par le projet de loi, en exécution de la décision de principe prise par le Conseil Suprême, ne doivent pas être envisagées isolément du point de vue économique. Elles font partie d'un ensemble de sanctions, ou, pour dire comme M. Jaspar au Sénat, de moyens de pression auxquels on renoncera le jour où les dirigeants allemands se seront rendus compte à la fois des vrais intérêts et des obligations de l'Allemagne et où ils prendront les arrangements nécessaires pour la libérer de celles-ci.

Sans doute les sanctions économiques ne nous rapprocheront pas de la reprise d'une vie économique normale, si nécessaire à la restauration de l'Europe. Sans doute elles entraveront les échanges et la libre circulation des produits. Et elles entraîneront la constitution de tout un appareil de formalités administratives et douanières.

Mais elles n'ont pas pour but de fixer le régime des relations commerciales et n'ont pas le caractère d'un système définitif de paiement des indemnités.

Si dans notre pays certains intérêts particuliers devaient temporairement en ressentir quelque gêne, l'intérêt général domine. Il dicte des actes énergiques de coercition. Ceux qui nous sont proposés auront pour effet, d'après les explications données à la Commission, de menacer le mouvement des affaires en Allemagne.

Assurément il eût été souhaitable qu'une entente se fût produite entre l'Allemagne et les Alliés, qui eût réglé dans des conditions équitables l'exécution des clauses de réparations du Traité de paix. A Paris, comme à Londres, comme à Bruxelles, le sentiment sur ce point était et demeure unanime. L'Europe a besoin d'une vie économique stable et régulière. Mais devant une politique systématique d'atermolement, d'échappatoires, de dénégation et de carence, les mesures fortes s'imposent.

La situation est difficile. La paix a été proclamée. Mais elle n'est pas faite. L'accord des Alliés est aussi indispensable aujourd'hui qu'il le fut dans les moments tragiques de la guerre. C'est dans cette pensée de solidarité et afin de ne rien négliger pour assurer à la Belgique les réparations auxquelles la morale publique et les traités internationaux lui donnent droit que la Commission recommande à la Chambre l'adoption du projet.

Il reste une observation à faire. Le projet est muet sur la répartition entre les Alliés des recettes résultant du prélèvement qui sera effectué sur la valeur des marchandises allemandes. Cette question n'est, semble-t-il, point réglée encore et doit faire l'objet de négociations prochaines.

EXAMEN DES ARTICLES.

ART. 3.

La Commission propose de modifier la rédaction des premières lignes de cet article, dont le texte serait ainsi conçu :

« Lorsque, par suite de paiements anticipatifs effectués avant le 8 mars 1921 ou d'arrangements pris avant cette date....

ART. 6.

En vue de donner plus de liberté et de précision aux dispositions contenues dans cet article, la Commission propose de les répartir en trois articles distincts, dont le texte serait le suivant :

Art. 6. — Le Roi détermine le taux du prélèvement de valeur et peut le reviser. Il fixe la date de la mise en vigueur de la loi et arrête toutes les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

Art. 7. — Le Roi peut :

- 1° désigner les marchandises affranchies du prélèvement ;
- 2° modifier le pourcentage prévu dans la partie finale du deuxième paragraphe de l'article premier ;
- 3° étendre à la Colonie l'application de la présente loi.

Art. 8. — Le Ministre des Finances peut, sur avis d'une commission interministérielle, nommée par arrêté royal, suspendre ou annuler les contrats passés avant le 8 mars 1921 dont l'exécution forcée placerait les importateurs dans une situation pénible, et admettre les modifications qui, de commun accord entre les parties, seraient apportées à de tels contrats.

Le rapporteur de la Commission, après entente avec le Ministre des Affaires Étrangères et des Finances propose de modifier, dans ce dernier article, la disposition qui constituait le 4° de l'article 6 du projet. Le texte du projet donnait au Gouvernement le pouvoir d'accorder une délégation pour ordonner les mesures prévues en ce paragraphe. Il paraît plus sage et de meilleure administration de confier ce pouvoir au Ministre des Finances et d'en entourer l'exercice de certaines garanties. L'idée de l'institution d'une Commission interministérielle que le Ministre consulterait, est empruntée au projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés de France.

Si ces diverses propositions étaient adoptées, l'article 7 du projet deviendrait l'article 9 de la loi.

Le Président,

EM. BRUNET.

Le Rapporteur,

PAUL HYMANS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MAART 1921.

Wetsontwerp

tot afhouding van een gedeelte van de waarde der Duitsche
koopwaren in België ingevoerd (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HYMANS.

MIJNE HEEREN,

In eene verklaring, op 11 Maart 11. in den Senaat afgelegd, deed de Minister van Buitenlandsche Zaken kennen wat er omging op de jongste Conferentie van Londen, waar de Hooge Raad der Geallieerde Mogendheden met de Duitsche afgevaardigden in voeling kwam tot vaststelling van de regeling der door het Verdrag van Versailles bepaalde vergoedingen. Hij zette uiteen om welke redenen de Geallieerden er toe besloten, op staanden voet werkelijke dwangmaatregelen vast te stellen en die onvermijld toe te passen.

Het aan de Kamer voorgelegd ontwerp verleent aan de Regeering de bevoegdheden om eene der door den Hoogen Raad in beginsel aangenomen economische drukkingsmaatregelen ten uitvoer te leggen in België. Het gaat er om, van de koopwaren, uit Duitschland herkomstig en in het land ingevoerd, een gedeelte hunner waarde af te houden, waarvan het maximum niet meer dan 50 t. h. bedragen mag. De koopwaren in rechtstreeksch transito-

(1) Wetsontwerp, n^o 189.

(2) De Commissie bestaat uit de heeren Brunet, voorzitter, Bouchery, Branquant, Buisset, de Selys-Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Piérard (Louis), Raemdonck, Renkin, Royers, Segers, Standaert, Troolet, Uytroever, Verachtert, Winandy, Woeste.

verkeer zijn van die afhouding vrijgesteld. Onderscheidene bepalingen van het ontwerp laten aan de Regeering eene zekere vrijheid bij het toepassen der regeling, welke dezelfde zal zijn als die, in Engeland aangenomen, en nagenoeg dezelfde als die welke weldra in Frankrijk zal bekrachtigd worden door het ontwerp, dat de heer Doumer bij de Kamer der Afgevaardigden heeft ingediend.

De Commissie voor de Buitenlandsche Zaken heeft de Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Financiën gehoord en dezen gaven haar omstandige uitleggingen over de onderhandelingen gevoerd te Londen, over de beslissingen welke daarvan het gevolg waren, over den aard en de gevolgen der maatregelen door het wetsontwerp voorgeschreven.

De Kamer besliste dat de zaak zonder verwijl behandeld zou worden. Men behoeft dus snel te handelen en bondig te zijn. De feiten zijn gekend. De dagbladen hebben de stukken medegedeeld. De redevoeringen van den heer Lloyd George in het Lagerhuis en van den heer Briand in het Palais Bourbon werden door eenieder gelezen. Het zal hier volstaan, de redenen samen te vatten, welke de Commissie hebben aangezet het wetsontwerp eenstemmig, behalve twee onthoudingen, goed te keuren.

België heeft recht op herstel der schade, die het heeft geleden door het schenden van de verdragen welke het beschermden, door eene gewelddadige overrompeling, door eenen onrechtvaardigen en moorddadigen oorlog, door eene ongewettigde wreedaardige bezetting.

Op 7 Mei 1919 verklaarde de heer von Brockdorff-Rantzau, te Versailles, toen hij kennis kreeg van het Vredesverdrag : « Wij herhalen de verklaring gedaan bij den aanvang van den oorlog in den Duitschen Rijksdag : « Men heeft België benadeeld; wij willen dit nadeel herstellen. »

Nagenoeg twee jaar zijn sedertdien verlopen. En, naar Londen geroepen om er de voorstellen te laten hooren tot het uitvoeren van de verplichtingen door Duitschland erkend, stellen de afgevaardigden van het « Reich » onaanneembare oplossingen voor en gaan zelfs zoo ver dat zij de aansprakelijkheid van den aanvaller in twijfel trekken.

De Geallieerden moesten op die uitdaging antwoorden door onmiddellijke en stellige dwangmiddelen. De Belgische Regeering kan zich van hen niet afscheiden. Te San Remo, te Boulogne, te Spa, te Parijs, heeft het deelgenomen aan hun accoord; het heeft bijgedragen tot het in stand houden van die nauwe en stevige « entente », die de onmisbare waarborg blijft van de orde in Europa, van het recht, van den vrede en de veiligheid van het land.

Wegens politieke gronden van hooger aard moeten wij in België de maatregelen toepassen, waartoe in Londen werd besloten, die Engeland reeds getroffen heeft en die Frankrijk morgen treffen zal.

Het geldt hier, zooals de heer Briand het zei, een « dwangmaatregel », d. i. een middel om Duitschland te doen inzien welke zijne verplichtingen zijn, en tevens om te doen kennen dat de Geallieerden het eens zijn om de naleving daarvan op te leggen.

Duitschland moet betalen. De deskundigen van de Geallieerden zeggen

dat het kan betalen. Tastelijke daden zijn er dus noodig om Duitschland te doen inzien dat het niet zal ontsnappen aan de betaling van wat de Minister van Justitie onlangs noemde eene geheiligde schuld.

De heer Lloyd George drukte enkele dagen geleden in het Lagerhuis dezelfde gedachte uit in krachtige woorden :

« Zoo Duitschland, zegde hij, het fragstuk, waarvoor het geplaatst staat, met open blik wil aanschouwen, en het is meer dan waarschijnlijk dat het dit zal doen wanneer men het duidelijk aantoot dat de Geallieerden niet geneigd zijn toe te geven, ben ik overtuigd, zonder daarom bluff of bedreiging, deze omstandigheden onwaardig, te uiten, dat het eene dwaasheid, eene fout zijn zou, niet een klare, juiste en nauwkeurige verklaring af te leggen. Duitschland moet begrijpen, ik leg er den nadruk op, Duitschland moet begrijpen dat de Geallieerden vast besloten zijn het te doen betalen wat het in de mate van zijn vermogen kan betalen. »

De maatregelen, door het wetsontwerp voorzien ter uitvoering van de beslissing, in beginsel getroffen door den Hoogen Raad, moeten niet afzonderlijk uit het economisch standpunt beschouwd worden. Zij maken deel uit van een samenstel van dwangmaatregelen, zooals de heer Jaspard in den Senaat zegde, van drukkingsmiddelen, waarvan men zal afzien wanneer de Deutsche Staatshoofden zich zullen rekenschap hebben gegeven én van de ware belangen én van de verplichtingen van Duitschland, en wanneer zij de noodige schikkingen zullen hebben getroffen om hun land van die verplichtingen te bevrijden.

Voorzeker zullen de economische dwangmaatregelen ons niet nader brengen bij eene herleving van het normaal economisch leven, dat zoo noodzakelijk is voor het herstel van Europa. Voorzeker zullen zij den ruilhandel en het vrij verkeer der producten belemmeren. En zij zullen leiden tot het tot stand brengen van een samenstel van bestuurs- en douaneformaliteiten.

Zij hebben echter niet ten doel, de regeling der handelsbetrekkingen vast te stellen, en gelden niet als een definitief stelsel van betaling der vergoedingen.

Mochten in ons land sommige bijzondere belangen daardoor tijdelijk eenigerwijs belemmerd worden, dan moet het algemeen belang voorafgaan, en dit eischt krachtvolle dwangmiddelen. De ons voorgestelde middelen zullen, volgens de aan de Commissie verstrekte verklaringen, ten gevolge hebben dat de handelsbeweging in Duitschland bedreigd wordt.

Gewis ware het wenschelijk geweest dat tusschen Duitschland en de Geallieerden eene overeenkomst ware tot stand gekomen, waardoor de uitvoering der bepalingen tot herstel van het Vredesverdrag op billijke wijzen zou geregeld worden. Hieromtrent was en blijft men het eensgezind te Parijs, zoowel als te Londen en te Brussel. Europa heeft behoefte aan een vast en geregeld economisch leven. Doch tegenover eene stelselmatige politiek van uitstel, van uitvluchten, van loochening en ontstentenis, dienen krachtvolle middelen te worden gesteld.

De toestand is moeielijk. De vrede werd uitgeroepen, doch bestaat nog niet in feite. Heden ten dage zoowel als in de tragische stonden van den

oorlog is het volstrekt noodzakelijk, dat de Geallieerden het eens zijn. Met deze gedachte van samenhoorigheid en ten einde niets te verwaarloozen om aan België het herstel te verzekeren, waarop het recht heeft krachtens de openbare zedelijkheid en de internationale verdragen, vraagt de Commissie dat de Kamer het ontwerp zou goedkeuren.

Er dient nog eene opmerking te worden gemaakt. Het ontwerp zwijgt over de verdeling, onder de Geallieerden, van de ontvangsten wegens de waardeafhouding op de Duitsche koopwaren. Naar het schijnt, is dit vraagstuk nog niet geregeld : het moet het voorwerp uitmaken van eerstkomende onderhandelingen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELN.

ART. 3.

De Commissie stelt voor, de eerste regelen van dit artikel te wijzigen als volgt :

« Wanneer ten gevolge van vooruitbetalingen *gedaan vóór 8 Maart 1921* of van schikkingen genomen *vóór dezen datum...* »

ART. 6.

Ten einde meer lenigheid en tevens meer nauwkeurigheid te geven aan de bepalingen in dit artikel bevat, stelt de Commissie voor, ze over drie onderscheidene artikelen te verdeelen, en den tekst te doen luiden als volgt :

Art. 6. — De Koning bepaalt het bedrag van de waardeafhouding en kan dit bedrag herzien. Hij stelt den datum van het in werking treden der wet vast en neemt alle noodige maatregelen om de uitvoering er van te verzekeren.

Art. 7. — De Koning kan :

- 1^o De koopwaren aanwijzen, welke van de afhouding vrijgesteld zijn ;
- 2^o Het percent, voorzien aan het slot van lid 2, artikel 1, wijzigen ;
- 2^o Deze wet toepassen op de Kolonie.

Art. 8. — De Minister van Financiën kan, op advies van eene interministerieele commissie benoemd bij Koninklijk besluit, de vóór 23 Maart 1921 gesloten contracten, waarvan de gedwongen uitvoering de invoerders in een bezwaarlijken toestand brengen zou, schorsen of nietigverklaren en de wijzigingen aannemen, welke, in onderling overleg tusschen partijen, in zoodanige contracten mochten gebracht worden.

In overleg met den Minister van Buitenlandsche Zaken en dien van Financiën stelt de verslaggever der Commissie voor, de bepaling, welke n^o 4^o van artikel 6 van het ontwerp uitmaakte, in dit laatste artikel, te wijzigen. Volgens den tekst van het ontwerp was de Regeering bevoegd opdracht te geven om de maatregelen, in deze paragraaf voorzien, te gelasten. Het

schijnt billijker en beter op bestuursgebied, deze bevoegdheid aan den Minister van Financiën te verleen en sommige waarborgen voor de uitoefening daarvan te eischen. Het denkbeeld, eene interministerieele commissie tot stand te brengen, welke door den Minister zou worden geraadpleegd, is ontleend aan het wetsontwerp, dat bij de Fransche Kamer der Afgevaardigden werd ingediend.

Indien deze verschillende voorstellen worden aangenomen, dan wordt artikel 7 van het ontwerp artikel 9 der wet.

De Verslagger,

PAUL HYMANS.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.
